

Asie du Sud

le nouveau régime les relations qu'il avait nouées avec l'ancien, son ambassade de Bangkok restant responsable des relations avec le Laos.

En vertu d'engagements déjà annoncés, le Canada a établi en avril, à l'intention de l'Indochine, un programme spécial de secours d'une valeur de 16 750 000 \$. Ce programme permet l'envoi d'aliments et de médicaments aux secteurs les plus sérieusement touchés par la longue guerre. Le programme canadien a été administré, sur place, par plusieurs organisations internationales ayant déjà oeuvré en Indochine (Haut-commissariat des Nations Unies aux réfugiés, Fonds international de secours à l'enfance et Croix-Rouge internationale, etc.). En outre, le Canada a mis sur pied au printemps un programme spécial permettant à plusieurs milliers de réfugiés de cette région d'immigrer au Canada.

Relations avec les autres pays de la région

Les relations entre le Canada et la Birmanie ont fait des progrès satisfaisants en 1975. Le Canada a décidé d'intensifier considérablement son aide au développement de la Birmanie, grâce à un nouveau plan quinquennal d'aide, initiative qui a amené les autorités des deux pays à s'entretenir sur la mise à profit de ce plan.

En 1975, Hong-Kong a continué de représenter, pour le Canada, une source importante d'importations peu coûteuses, une source de capitaux d'investissement et un acheteur de biens et de services. Les produits exportés par le Canada vers la colonie ont été de 42 millions de dollars alors que les importations ont représenté 171 millions de dollars. Sont venus de Hong-Kong, en cette année 1975, un grand nombre d'immigrants et d'étudiants, ainsi que beaucoup de réfugiés vietnamiens qui y séjournèrent avant d'en repartir pour le Canada au printemps de 1975.

L'aide au développement a gardé sa place prépondérante dans les relations du Canada avec l'Asie du Sud en 1975. Au cours de l'année, le Canada a appliqué les décisions qu'il avait annoncées aux Nations Unies et à la *Conférence mondiale sur l'alimentation*, en 1974, à savoir: augmenter considérablement son aide en produits alimentaires et en engrais et son assistance au développement agricole. L'Inde, le Bangladesh et Sri Lanka et, dans une mesure moindre, le Pakistan — s'étant trouvés au nombre des pays les plus durement touchés par le coût montant des importations d'énergie, par les pénuries alimentaires mondiales et par l'inflation et ayant subi depuis peu une succession de désastres naturels — ont bénéficié d'une part importante des sommes supplémentaires engagées par le Canada. C'est ainsi que l'Inde, le Pakistan et le Bangladesh ont reçu la plus grande part de l'aide fournie par le Canada dans le monde. Cette aide leur a été dispensée directement, en vertu d'accords bilatéraux et par l'intermédiaire d'organisations internationales telles que les Nations Unies et le Commonwealth.

À la suite de l'explosion nucléaire réalisée par l'Inde le 18 mai 1974, la collaboration qui s'était établie, depuis 1956, entre le Canada, l'Inde et le Pakistan dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire a été très controversée: le programme canadien de coopération avec les pays de l'Asie du Sud avait été conçu, en effet, pour favoriser le développement économique et social. Le Canada considère que l'Inde, avec cet essai, a sérieusement ébranlé les efforts déployés sur le plan international en vue de limiter et contrôler la prolifération de la technologie des explosions nucléaires, efforts qu'il s'attachait à soutenir. Il a réagi à cet événement en suspendant la coopération nucléaire et en réexaminant certains autres aspects de son programme d'aide à l'Inde qui pourraient favoriser indirectement l'activité de celle-ci dans le secteur nucléaire. Toutefois, il restait dans l'attente d'entretiens bilatéraux satisfaisants sur les incidences de l'explosion. Pour des raisons humanitaires, aucune modification n'a été apportée au programme d'aide alimentaire et agricole. Des consultations menées avec les dirigeants indiens à New Delhi, à Bombay et à Ottawa au cours de 1975 ont abouti à une meilleure compréhension des politiques nucléaires de chacun des gouvernements, mais, à la fin de l'année, il restait des divergences non encore résolues. En